



LES ÉCOLOGISTES 20^e

Vœu relatif au campement et à l'installation d'un bidonville dans les locaux de la DEVE le long des avenues parisiennes Benoît Frachon & Léon Gaumont à la porte de Montreuil

Déposé par l'ensemble des élu-es du groupe Les Écologistes 20^e

Considérants :

Depuis le mois de juin, un campement s'est installé progressivement sur le site de la Direction des espaces verts et de l'environnement (DEVE) aujourd'hui géré par la SEMAPA, après le départ des bûcherons de la Ville de Paris et dans la perspective de l'opération urbaine sur la porte de Montreuil.

Cette occupation du site et des trois hangars, résultant de l'absence de gardiennage organisé et prévu par la Ville, se transforme progressivement en bidonville avec l'édification d'abris précaires avec du matériel de récupération, la présence de plusieurs véhicules et d'une caravane, regroupant de nombreuses familles et personnes.

A la mi-septembre, plus d'une cinquantaine de personnes – dont plusieurs enfants - vivaient sur le site, dans des conditions indignes et d'extrême précarité. Suivies par la Mission d'urgence sociale de la Direction des solidarités de la Ville de Paris, ces personnes et familles majoritairement originaires d'Europe de l'Est, sont toutes demandeuses d'une solution d'hébergement et répondent présentes aux rendez-vous du service de la Protection maternelle et infantile (PMI).

Sans attendre l'audience du 8 octobre suite au recours intenté par la SEMEPA pour demander une ordonnance d'expulsion, le groupe écologiste s'inquiète de la situation tendue de l'hébergement d'urgence à Paris et en Île-de-France, compétence relevant de l'État.

En effet, alors que plus de 1000 demandes de mise à l'abri ou d'hébergement d'urgence étaient non traitées la semaine dernière par manque de places via le SIAO, l'État a annoncé vouloir fermer près de 7000 places d'hébergement d'urgence. Très concrètement, ce désengagement de la Préfecture d'Île-de-France se vérifie dans une note interne au SIAO qui fait d'ores-et-déjà état de plus de cinquante établissements hôteliers qui ne renouvelleront pas leur partenariat dès novembre pour un total de 3000 places d'hébergement.

A quelques semaines de la trêve hivernale, cette situation indigne et inquiétante ne peut rester sans réponses. Les écologistes du 20^e appellent l'État et la Ville à trouver des solutions urgentes.

Attendus :

Sur proposition de l'ensemble des élu-es du groupe Les Écologistes 20^e, le Conseil d'arrondissement émet le vœu que :

- La Mission d'urgence sociale (MUS) de la Ville poursuive son travail d'accompagnement social des familles et personnes présentes sur le site ;
- Les services municipaux assurent des conditions de salubrité dignes aux abords du dit campement et plus largement dans le quartier de la porte de Montreuil ;

Sur proposition de l'ensemble des élu-es du groupe Les Écologistes 20^e, le Conseil d'arrondissement demande à l'État et à la Préfecture d'Île-de-France :

- Qu'aucune expulsion – y compris en cas de décision positive suite au recours de la SEMEPA - ne soit menée sans proposition convenable de solution d'hébergement pour toutes les personnes et familles installées et respectant la non séparation des familles ;
- La préfecture d'Ile-de-France s'engage aux côtés de la Ville et des associations de solidarité pour la création rapide de nouvelles places d'hébergement d'urgence, pour permettre la mise à l'abri des familles avec enfants, et d'un maximum de personnes aujourd'hui sans solution ;
- La préfecture d'Ile-de-France transmette régulièrement des données fiabilisées sur les opérations de mise à l'abri réalisées par l'État à Paris et dans le 20e arrondissement, et ce afin de mieux identifier les besoins et mieux calibrer la réponse des pouvoirs publics en matière d'hébergement mais aussi de suivi social adaptés aux profils et au nombre de personnes à la rue ou en grande difficulté ;
- Les pouvoirs publics renforcent leur engagement pour l'accès à un logement pérenne pour toutes et tous à l'échelle métropolitaine, afin de permettre un désengorgement des dispositifs d'hébergement d'urgence aujourd'hui saturés.



LES ÉCOLOGISTES 20^e